

ALLÈGEMENT DE LA PAUVRETÉ À MAURICE

L'Union Européenne décaissera 5,5 millions d'euros au début de 2011

Après l'aide de 13,5 millions d'euros, décaissée par l'Union Européenne (UE), sous le 9e Fonds Européen de Développement (FED) et étendue sur la période 2006-2011 sous le premier Decentralised Cooperation Programme, l'UE accordera une nouvelle aide de 5,5 millions d'euros à Maurice sous le 10e FED et étendue sur la période 2011 à 2014. C'est ce qu'a annoncé Alessandro Mariani, le chef de la délégation de l'UE à Maurice. C'était lors d'un atelier de travail sur le combat contre la pauvreté et l'exclusion sociale organisée à l'Institut français de Maurice, lundi. Cette activité s'insère dans le cadre de la journée internationale du refus de la misère, observée dimanche dernier. L'argent qui sera déboursé par l'UE servira de soutien aux organisations non gouvernementales (ONG) mauriciennes impliquées dans le combat pour l'allègement de la pauvreté. Pour cela, les ONG devront soumettre des propositions à l'UE sous le deuxième Decentralised Cooperation Programme.

Le combat contre la pauvreté, soutient Alessandro Mariani, est un engagement permanent. D'où cet atelier de travail qui réunissait, lundi, des représentants de l'UE, des Nations Unies, de la Banque Mondiale et du ministère de l'Intégration sociale. « *Nous voulons trouver la meilleure façon de poursuivre nos efforts pour assister le gouvernement mauricien dans son combat contre la pauvreté* », soutient le chef de la délégation de l'UE à Maurice. Il rappelle l'engagement de l'UE et de ses 27 pays membres dans l'éradication de la pauvreté et de l'exclusion sociale.

Par ailleurs, soulignant la nécessité de se concentrer sur les poches de pauvreté, Alessandro Mariani salue la contribution du secteur privé mauricien et de la société

civile, deux composantes importantes dans le combat contre la pauvreté. C'est justement dans ce sens, soutient-il, que l'UE veut aider les « *grassroot organisations* », à travers un soutien financier. D'ailleurs, Alessandro Mariani parle de succès du premier Decentralised Cooperation Programme. Et selon lui, la deuxième phase qui sera lancée l'année prochaine viendra compléter le programme d'allègement de la pauvreté lancée par le gouvernement mauricien. Il salue, dans la foulée, le rôle préminent du gouvernement dans ce combat et dans l'initiative de l'établissement d'un ministère de l'Intégration Sociale.

Pour sa part, Leyla Tegmo-Reddy, l'UN Resident Coordinator, qui reconnaît également les efforts de l'État mauricien, a souligné la nécessité d'aider les quelque 7 000 familles qui vivent dans une situation de pauvreté absolue. L'objectif est qu'elles atteignent un niveau de vie décent. Dans la même lignée, elle précise que l'UNDP joue un rôle clé dans l'allègement de la pauvreté à Maurice à travers divers programmes, notamment le « *Social Register* » qui permet l'identification et un meilleur ciblage des pauvres, les programmes éducatifs et le « *capacity building* » des ONG.

Évoquant l'aspect multidimensionnel de la pauvreté, Leyla Tegmo-Reddy fait aussi ressortir que le nouveau ministère de l'Intégration sociale doit relever plusieurs défis, notamment revoir les programmes existants et définir de nouveaux programmes pour adresser les besoins spécifiques de ceux qui sont dans le besoin. Et elle se dit heureuse que l'UNDP et la Banque Mondiale aident le ministère de l'Intégration sociale dans ce sens.

Jean-François Cossigny